



poppe '66

## NON. Cette fausse bonne idée aurait des effets réels: incertitude, fragilisation de l'investissement et risque d'affaiblir l'économie européenne

Opinion de Mikael Petitjean  
Chef économiste (Waterloo Asset Management)  
et Professeur extraordinaire à l'UCLouvain

Depuis la crise énergétique de 2021-2023, l'idée de taxer les "surprofits" s'est imposée dans le débat public européen. Portée par une logique intuitive – faire contribuer davantage les entreprises bénéficiant de circonstances exceptionnelles – elle séduit une opinion en quête de "justice sociale". Mais cette approche repose sur des fondements économiques fragiles et comporte des effets pervers considérables.

### Un secteur volatil: attention à la symétrie

Le premier point négligé est la nature cyclique des secteurs visés, surtout l'énergie et les matières premières. Les profits y fluctuent selon les prix mondiaux, dépendants de facteurs géopolitiques, climatiques ou technologiques. Dans ces conditions, qui peut déterminer avec sérieux ce qu'est un "surprofit" et sur quelle période le calculer? Les majors pétrolières ont enregistré des profits record en 2022, après des pertes massives en 2020. Cette volatilité n'est pas une anomalie: elle est la norme.

Par conséquent, si l'on justifie une taxation exceptionnelle en période de "superprofits", que fera-t-on en cas de "superpertes"? Les entreprises pourraient demander une compensation publique lorsque les cycles deviennent défavorables. On glisse alors d'une taxation ponctuelle à une socialisation implicite du risque, avec un aléa moral évident.

Le deuxième point est l'erreur consistant à ignorer les effets comportementaux. Comme l'enseignait Frédéric Bastiat, il faut distinguer "ce que l'on voit" de "ce que l'on ne voit pas".

Ce que l'on voit, c'est une hausse immédiate des recettes fiscales. Mais ce que l'on ne voit pas, c'est

l'ajustement des entreprises. Face à une fiscalité imprévisible, elles réallouent leurs investissements, optimisent davantage, reportent des projets ou transfèrent des activités vers des juridictions plus stables. Le résultat? Une érosion progressive de la base fiscale. À moyen terme, le gain immédiat peut être compensé par une perte durable d'activité et d'investissements.

### Illusion écologique: déplacer plutôt que résoudre

Un autre argument est banal: la taxation des surprofits serait justifiée par des objectifs environnementaux. L'idée paraît simple: taxer davantage les entreprises polluantes pour accélérer la transition énergétique. Mais, dans un monde ouvert, une taxation unilatérale ou régionale produit souvent un effet de "fuite de carbone": les activités polluantes ne disparaissent pas, elles se déplacent.

La baisse des émissions territoriales européennes s'accompagne d'une hausse des émissions importées. On améliore les statistiques locales en externalisant la pollution ailleurs. Le climat est un bien public global. Le traiter à l'échelle nationale ou européenne revient à déplacer le problème, pas à le résoudre.

### Trois priorités

Face à ces limites, il faut recentrer le débat sur les vrais leviers.

D'abord, la stabilité. Les entreprises ne cherchent pas à minimiser l'impôt de manière inconditionnelle. Elles savent l'importance des infras-

structures publiques. Elles cherchent surtout à réduire l'incertitude. Un projet industriel ou énergétique s'inscrit sur 10, 15 ou 20 ans. Ce qui compte n'est pas tant le niveau de taxation que sa prévisibilité. Une fiscalité stable permet d'intégrer son coût dans l'investissement. Une fiscalité *ad hoc* le décourage.

Ensuite, l'innovation. La transition énergétique ne se décrète pas par la taxation. Elle se construit par la recherche, la simplification réglementaire et le financement des technologies émergentes. Elle doit être encouragée dans un cadre ouvert et la plus "verte" possible.

Enfin, la coordination. L'absence de coordination mondiale sur le prix du carbone est le cœur du problème. Une taxe carbone efficace doit être large, idéalement globale. À défaut, elle crée distorsions et déplacements d'activité. Construire une coordination internationale est plus difficile que taxer ponctuellement des profits. Mais c'est aussi infiniment plus efficace.

### Conclusion

La taxation des surprofits est une réponse simple à un problème complexe. Elle offre un rendement politique immédiat,

mais au prix de distorsions profondes. En voulant corriger des situations jugées "injustes", elle introduit de l'incertitude, fragilise l'investissement et risque d'affaiblir l'économie européenne. Plutôt que des mesures ponctuelles, l'Europe a besoin de stabilité, innovation et coordination.

*"Si l'on justifie une taxation exceptionnelle en période de 'superprofits', que fera-t-on en cas de 'superpertes'?"*



DR  
Mikael Petitjean  
Professeur<sup>h.c.</sup> à l'UCLouvain